

Financer l'utilisation de données probantes pour renforcer une nouvelle culture politique

Depuis une dizaine d'années, la fondation privée américaine William et Flora Hewlett soutient les évaluations d'impact par des centres de recherche et l'institutionnalisation de l'utilisation des données dans les processus de prise de décision politique. Octroyant environ 25 millions de dollars par an à diverses structures, principalement au Ghana, au Sénégal, au Kenya, en Ouganda et à l'international, cette fondation philanthropique entend participer à l'amélioration des politiques en les fondant sur des données probantes. Entretien avec Ousseynou Ngom, chargé de programme d'équité de genre et de gouvernance à la Fondation.

Grain de sel: Quelle est la démarche de la Fondation Hewlett?

Nous sommes convaincus que les politiques fondées sur des données probantes améliorent le bien-être des populations et la confiance dans le processus d'élaboration des politiques. Plusieurs résultats de recherches prouvent cet impact des données dans les processus de prise de décisions. On a donc très tôt développé une stratégie qui cherchait à appuyer financièrement des centres de recherche ou des think tanks afin d'aider à l'instauration d'un travail de cohésion et de confiance mutuelle, pour que les décideurs politiques soient plus ouverts et plus enclins à utiliser ce type de données pour prendre leurs décisions.

Nous n'appuyons pas directement les gouvernements mais nous soutenons des intermédiaires. Ce qui nous intéresse, c'est la capacité des organisations de recherche à nouer des relations avec les décideurs pour les amener à utiliser les résultats de leurs recherches, et leur capacité à faire du plaidoyer pour

influencer les prises de décisions. Elles travaillent directement avec les gouvernements, les ministères sectoriels, les agences de statistiques, que cela soit au niveau national ou au niveau infranational. Ces organismes essaient de mettre en place un cadre, qu'il soit juridique, institutionnel, organisationnel, pour que la prise de décisions basée sur les données soit systématisée et standardisée par la loi. La prise de décisions politiques étant quelque chose de très complexe, nous n'avons pas voulu nous limiter à des thèmes ou à des secteurs spécifiques mais nous sommes focalisés sur tout ce qui est transversal. Notre objectif est que les décideurs politiques ou les gouvernements adoptent de façon systématique et automatique cette façon d'utiliser les données probantes et que cela devienne une culture politique interne viable et pérenne.

GDS: Est-ce qu'il y a des signes encourageants pour l'adoption de cette "nouvelle culture politique"?

En 10 ans, de nombreux progrès ont été réalisés. On a pu observer que la façon dont les décideurs africains voient, apprécient et utilisent les données probantes a considérablement évolué, avec un sens de l'ouverture beaucoup plus prononcé. Il y a désormais un écosystème de fournisseurs de données qui arrivent à maturité et établissent des relations de confiance plus solides avec les décideurs politiques.

Cependant, un frein persiste: c'est le manque de collaboration et d'interopérabilité dans les ministères et agences gouvernementales. Les données, les résultats de recherche sont source de pouvoir. Au sein d'un même ministère, vous trouverez plusieurs directions ou divisions qui ne veulent pas entendre parler du mot collaboration ou échange de données. C'est la raison pour laquelle il est très rare de

voir un certain niveau d'interopérabilité entre les systèmes de données d'un même ministère, ou entre des ministères ou des agences du même gouvernement.

L'autre frein, c'est l'hyperpolitisation de certaines fonctions techniques. Il y a eu beaucoup de cas de manipulations des données sous pression des décideurs politiques dans des pays où nous intervenons. À travers nos partenaires, nous essayons de faire comprendre qu'on n'est plus dans une ère où les décisions politiques peuvent être orientées uniquement par de la politique politicienne, par du clientélisme politique, mais plutôt par une connaissance fondée sur les réalités auxquelles on est censé apporter des solutions. Il y a aujourd'hui beaucoup plus de demandes de redevabilité, de participation, et de plaidoyers pour la lutte contre la corruption.

Le sous-investissement chronique dans les systèmes statistiques nationaux et les infrastructures de données limite également l'accès, et empêche l'utilisation régulière des données et des résultats de recherche par les décideurs politiques, à l'exception notable de certains secteurs tels que la santé et la finance.

GDS: Votre stratégie 2024 promeut l'utilisation cohérente et responsable d'éléments probants venant de la recherche inclusive, c'est-à-dire?

On parle de données et de résultats de recherche inclusifs, dans le sens où on voudrait être ouvert à tous les types de données, particulièrement celles qu'on appelle "les données citoyennes". Il y a aussi l'intelligence artificielle qui aide à produire des données et des résultats de recherches. Le changement majeur de notre stratégie, c'est cette volonté d'investir dans la décolonisation et la localisation de l'aide au développement.



"Le changement majeur de notre stratégie, c'est cette volonté d'investir dans la décolonisation et la localisation de l'aide au développement", explique Ousseynou Ngom, de la Fondation Hewlett.

Cela fait des décennies que les idées et les ressources viennent des pays du Nord pour être appliquées dans les pays du Sud sans que cela n'ait donné d'impact significatif. Les communautés locales et les pays du Sud ont suffisamment de connaissances sur leurs problématiques, ont suffisamment d'idées sur les solutions cohérentes à leurs problèmes: il faut les soutenir directement. Nous voulons augmenter notre soutien aux organisations africaines, à la société civile, aux think tanks, aux universités du continent, pour fournir des données et des éléments probants qui reflètent le mieux le contexte local et les voix des communautés.

Ces organisations ont besoin de beaucoup plus de ressources pour un appui institutionnel à long terme. Cependant, nous ne sommes pas un grand bailleur. Chaque année, pour financer spécifiquement la prise de décision orientée par les données probantes, nous avons un portefeuille d'environ 25 millions de dollars, alors que le besoin de financement est colossal.

Il est également important que les données soient utilisées de manière responsable, surtout par rapport aux préoccupations relatives à la confidentialité des données et à

"TOUT DÉPENDRA DE LA CAPACITÉ DE LA SCIENCE ET DE LA POLITIQUE À TRAVAILLER ENSEMBLE DE MANIÈRE EFFICACE, TRANSPARENTE, ÉTHIQUE ET ORIENTÉE VERS L'IMPACT."

la désinformation. Nous avons l'intention de promouvoir une gouvernance efficace des données - par exemple, en équilibrant de manière appropriée la valeur des données et des résultats de recherche pour l'élaboration des politiques d'une part, et la nécessité de protéger les droits et la vie privée des individus d'autre part.

GDS: Comment voyez-vous l'avenir de la collaboration entre science et politique?

L'avenir de la collaboration entre la science et la politique semble de plus en plus crucial, notamment face aux défis mondiaux comme le changement climatique, les pandémies, et les inégalités sociales. Cette collaboration devra être renforcée pour garantir que les décisions politiques soient bien informées par des preuves scientifiques solides. Cela dépendra de la capacité des deux domaines

à travailler ensemble de manière efficace, transparente, éthique et orientée vers l'impact, avec un objectif commun de résoudre les problèmes sociétaux les plus urgents.

On aimerait favoriser la mise en réseau de tous nos partenaires, au-delà des thématiques, au-delà des problématiques, pour qu'ils puissent partager leurs expériences au-delà des frontières, pour qu'ils puissent peser au niveau régional et sous-régional. Ce qui est porteur d'espoir dans ce modèle, c'est qu'il y a une sorte de mimétisme. Si quelque chose marche bien dans un pays, dans la sous-région ou dans une autre sous-région, cela a tendance à être adopté par d'autres pays via des institutions régionales ou sous-régionales. C'est un angle que nous essayons d'encourager. ■

Propos recueillis par Emilie Langlade

L'aide au développement dans l'agriculture sénégalaise : entre succès et défis

L'agriculture est un pilier central de l'économie sénégalaise, soutenue par des politiques agricoles telles que le Plan Sénégal Émergent (PSE) et des programmes spécifiques, à l'image du PRACAS, qui visent à assurer l'autosuffisance alimentaire et à booster la productivité. Le secteur dépend, toutefois, d'une aide au développement significative. Avec quelle efficacité?

Selon la FAO, le montant de l'aide au développement consacrée à l'agriculture a augmenté de façon notable, au cours des dernières années en Afrique subsaharienne, passant de 3,9 milliards de dollars en 2002 à 10,2 milliards de dollars en 2018. Cependant, l'efficacité de cette aide doit être évaluée. En 2012, au Sénégal, 70 % des dépenses agricoles de l'État étaient financées par les partenaires au développement. Selon les principes arrêtés à Busan (Corée du Sud) en 2011, l'efficacité de ces aides dépend largement de l'appropriation nationale, de l'alignement sur les politiques, systèmes et procédures des États, de la focalisation sur les résultats, des partenariats inclusifs, et de la transparence.

En dépit de ces principes, les résultats obtenus dans le secteur agricole sont mitigés. D'un côté, des progrès significatifs ont été réalisés dans la production céréalière et horticole, grâce à des investissements massifs et à l'engagement des partenaires au développement. Par exemple, la production de riz a augmenté de 174 % entre 2014 et 2021.

Mais plusieurs défis persistent. Le manque d'appropriation des projets par les acteurs locaux, souvent dictés par les agendas des partenaires, limite la durabilité des résultats. De plus, les processus de revue conjointe, bien que pertinents, ont perdu en efficacité, ces dernières années, en raison de l'absence de suivi et de l'engagement décroissant des parties prenantes.

La capacité institutionnelle du ministère de l'Agriculture demeure un obstacle majeur. La fragmentation des acteurs et la faiblesse des systèmes de coordination réduisent l'impact des initiatives d'aide. De même, la gouvernance reste un point faible, particulièrement dans la gestion des subventions agricoles, où le manque de transparence nuit aux petits producteurs.

L'efficacité de l'aide au développement dans l'agriculture sénégalaise dépend d'une meilleure application des principes de Busan. Pour maximiser l'impact des interventions, il est crucial de renforcer l'appropriation nationale, d'améliorer la coordination entre les acteurs, et de garantir la transparence dans la gestion des ressources. Sans ces améliorations, les efforts pour transformer l'agriculture sénégalaise et, de manière générale, les systèmes alimentaires risquent de rester partiels et temporaires.

EN SAVOIR PLUS :

Cet article est issu du rapport - Exploring "Development Effectiveness" at the Sectoral Level in Southern Countries. Chapitre 7 : Case of crop production sector in Senegal réalisé par Ipar, co-signé par Ibrahima Hathie, Ndiaya Cissé, Ahmadou Ly, Laure Tall and Alassane Seck (2022).